



socialplatform

**EFOWM Workshop "Citoyenneté sociale
et économique: quelle égalité de
traitement dans une Europe en crise?"**

**Comment la crise économique pèse-t-elle sur
les politiques sociales et économiques?**

Valentina Caimi, Policy Adviser

12 avril, 2013

Agenda

Qui sommes nous?

Qu'est-ce qui se passe en Europe?

**Impact négatif des mesures
d'austérité sur les
services sociaux et de santé**

Quelques recommandations

Décisions sur le budget européen

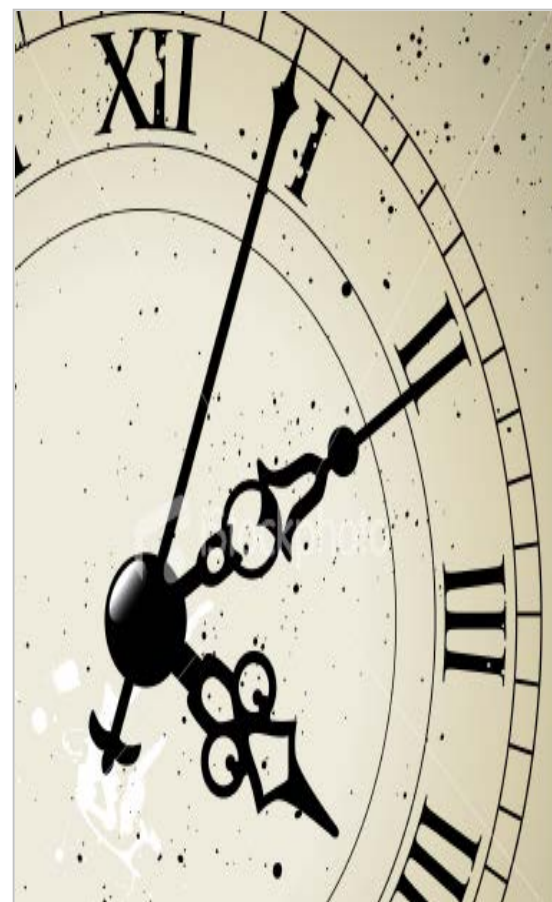


Plate-forme sociale: la plus grande alliance de la société civile qui promeut la justice sociale et la démocratie participative en Europe

SOCIAL PLATFORM MEMBERS



Qu'est-ce qui se passe en Europe? Le chômage

- Le chômage est le plus élevé en 15 ans avec **26 millions de personnes sans travail** (Eurostat, Janvier 2013)
- **L'écart entre les États membres** de l'UE en termes de taux de chômage continue d'augmenter: Autriche 4,5% - Espagne 26,6%.
- En Janvier 2013, **5.732.000 jeunes** (moins de 25 ans) **étaient au chômage dans l'UE27**, dont 3,642 millions se trouvaient dans la zone euro. Par rapport à Janvier 2012, le chômage des jeunes a augmenté de 264 000 dans le EU27 and de 295 000 dans la zone euro. En Janvier 2013, les taux les plus faibles ont été observés en Allemagne (7,9%), en Autriche (9,9%) et aux Pays-Bas (10,3%) et les plus élevés en Grèce (59,4% en Novembre 2012), l'Espagne (55,5%) et l'Italie (38,7%). «



Impact du chômage sur les hommes et les femmes

- Entre Février 2012 et Février 2013, le **taux de chômage des hommes a augmenté** de 10,7% à 11,9% dans la zone euro et de 10,1% à 10,9% dans l'UE27. Le taux de chômage des femmes est passé de 11,2% à 12,0% dans la zone euro, passant de 10,3% à 10,9% dans l'UE27.
- Les secteurs qui ont eu les majeures pertes sont la construction et la fabrication: secteurs largement dominés par les hommes.
- Les secteurs qui ont eu un peu de croissance d'emploi sont des secteurs à prédominance féminine dans les services, l'industrie, la santé, les services sociaux et l'éducation.



Qu'est-ce qui se passe en Europe? La pauvreté

- La **pauvreté** est également en augmentation en Europe (120 millions d'Européens sont menacés de pauvreté), malgré l'objectif fixé en 2010 pour la diminuer de 20 millions d'ici à 2020.
- Les **enfants** (0-17 ans) restent plus à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale que la population globale avec un taux de 27% par rapport à 24,1% dans l'UE en 2011. Seulement dans une minorité de pays (Chypre, Danemark, Finlande, Slovénie et Suède) les enfants ont moins de risques que la population totale. Dans 19 États membres, la situation s'est aggravée depuis 2008.

Impact négatif des mesures d'austérité sur les services sociaux et de santé

- Dans tous les états membres, dans le contexte de la consolidation budgétaire il y a eu une réduction des dépenses sociales qui ont un fort impact sur la disponibilité des services sociaux et de santé pour le public en général, et en particulier pour ceux qui en ont besoin.
- Ces réductions coïncident avec une augmentation de la demande pour les services sociaux à un moment où 24,2% de la population européenne est menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale.



Réduction des dépenses sociales

Par exemple en Italie, les financements pour les services sociaux ont passés de 2 milliards et 527 millions € en 2008 à 545 millions prévus en 2011, égale à une réduction de plus de l'87%.





Conséquences des coupes sociales

- Diminution de l'accès aux services surtout pour les groupes défavorisés
- Fermeture ou réduction drastique des certains services (exemple: en France, les services de soutien au logement, services pour les sans-abri, intégration professionnelle, services pour les demandeurs d'asile; en Italie, services pour la santé mentale, soutien scolaire pour les élèves handicapés)
- Détérioration de la qualité des services
- Détérioration des conditions de travail des travailleurs sociaux
- Augmentation du coût des services pour les utilisateurs
- Fournisseurs des services obligés à refuser des usagers, spécialement les cas plus difficiles



Coupes sanitaires

Lettonie: diminution du 25% entre 2008 et 2010

Portugal: 12,3% en 2010

Irlande: en 2011 coupe de €746 million

Grèce: en 2011 €1,4 milliard

République Chèque: - 30% entre 2008 et 2010

France: - 40% sur l'assurance sociale

Pays Bas: de 64€ million en 2011 à 59€ million en 2012

Autriche: €1,7 milliard entre 2010 et 2013

Hongrie: de €4 milliard à €1,2 milliard


Espagne: - €7 milliard en 2012

(source: EPHA)

Les mesures d'austérité au niveau européen et des états membres sont en partie responsables

Nous demandons aux institutions européennes et aux États membres de mettre les considérations sociales sur le même plan que les priorités budgétaires et économiques dans toutes les composantes de la gouvernance économique de l'UE.





Manque de cohérence dans les politiques de l'UE et au niveau national

- Les mesures d'austérité ont ciblé les services publics, en particuliers les services sociaux et de santé.
- Dans des domaines tels que les soins de santé, garde d'enfants, soins aux personnes âgées, assistance aux personnes handicapées et le logement social, ces services fournissent un filet de sécurité essentiel pour les citoyens, surtout dans la crise.
- Les services sociaux et de santé sont deux secteurs qui ont un potentiel de création d'emplois au présent et dans le futur, mais les états membres n'investissent pas. De 1995 à 2007, le secteur social et de santé a généré environ 5% de la production économique dans l'UE.

Les services sociaux sont un investissement au présent et pour le futur

- On devrait passer de couper la dépense sociale à investir dans les services sociaux et de santé en mesurant le retour sur les investissements, d'un point de vue sociale et financière. Par exemple, 1€ dépensé dans les services pour les personnes handicapés ont un retour sur les investissement de 16€ (source: EASPD).
- La Commission européenne a lancé le Paquet sur l'Investissement sociale, ce qui fait espérer à une réorientation des politiques.





Impact de la crise sur le budget européen

- En février, les états membres ont décidé de réduire le budget européen 2014-2020
- Il est prévu que € 325,1 milliards sont disponibles pour les fonds structurels: ce montant représente environ 8% de moins que celui alloué au titre de l'exercice en cours (€ 352,3 milliards).
- Ces réductions auront un impact négatif sur le financement des politiques sociales et du soutien apporté aux ONG.
- Nous demandons de soutenir la proposition de la Commission européenne de destiner le 25% du montant des fonds structurels au Fonds Sociale Européen et de celui le 20% pour l'inclusion sociale et la lutte à la pauvreté.



Merci beaucoup!

www.socialplatform.org

valentina.caimi@socialplatform.org